



Déclaration liminaire CGT DiSI Nord

au CSA FS du 17 décembre

Monsieur le Président,

Par la grève et les manifestations du 5 décembre des centaines de milliers d'agents publics ont censuré les politiques gouvernementales de liquidation de la Fonction publique. 19 % des agents publics étaient en grève selon le ministère de la Fonction publique, 23 % ont été comptabilisés par la DGFIP (17 % à la DiSI Nord), plus de 31 % d'enseignants dont plus de 40 % dans le premier degré.

Les tenants des politiques libérales œuvrent pour préserver les intérêts des plus riches, du patronat et des actionnaires. Leur obsession irresponsable nous appelle à poursuivre notre mobilisation, censure parlementaire ou pas. Sans mobilisation sociale nos revendications pour une société plus juste et solidaire, pour une Fonction publique au service de la population, ne seront pas prises en compte.

Le 12 décembre, la convergence des luttes était le mot d'ordre pour d'autres choix au service de l'intérêt général et de la solidarité. Nous avons manifesté avec les salariés d'autres services publics dont les cheminots, les salariés de l'industrie et du commerce. Depuis un an, 286 plans sociaux frappent de plein fouet ces secteurs en France qui conduisent à la disparition de plus de 300000 emplois. La poste vient d'annoncer brutalement la fin des contrats d'intérimaires pour 20000 salariés. **STOP à cette casse.**

Suppressions continues d'emplois, liquidation de services et de sites, méthodes de travail industrialisées, règles de gestion toujours plus discrétionnaires, rémunérations qui ne suivent pas, « management » plus en plus souvent toxique : à la DGFIP, le mal être au travail ne fait que s'aggraver. Notre administration est en train d'être transformée en une entité déshumanisée. La baisse des dépenses structurelles du ministère illustre aussi cette dérive.

Le 4 décembre, le gouvernement est tombé !

Et le 5 décembre un quart des agents et agentes de la DGFIP étaient en grève.

Et le 11 décembre, la direction générale des Finances Publiques **maintient** la tenue d'un **CSAR** avec à l'ordre du jour le **budget de la DGFIP et les suppressions d'emplois !**

En l'absence d'un budget voté (ou adopté sans vote) il nous semble que la Direction Générale s'arroge des pouvoirs dont seule dispose la représentation populaire !

Et cette année, quelle discussion serait possible sur une fiche budget de la DGFIP ou une fiche suppressions d'emplois puisque la censure a eu raison du gouvernement... L'ajournement du dialogue social semble la seule actualité à l'ordre du jour. La CGT a donc décidé de boycotter le CSAR du 11.

Pour la CGT, il est urgent :

- **de créer les emplois nécessaires, d'augmenter nos salaires et de les indexer sur l'inflation**
- **d'imposer l'égalité entre les femmes et les hommes**
- **de verser la GIPA**
- **de construire des carrières linéaires reconnaissant nos qualifications et l'expérience**
- **d'abroger la contre-réforme des retraites et obtenir des retraites à taux plein à 60 ans**
- **de réduire le temps de travail à 32 heures**
- **et de renforcer les droits à la sécurité et à la protection sociale.**